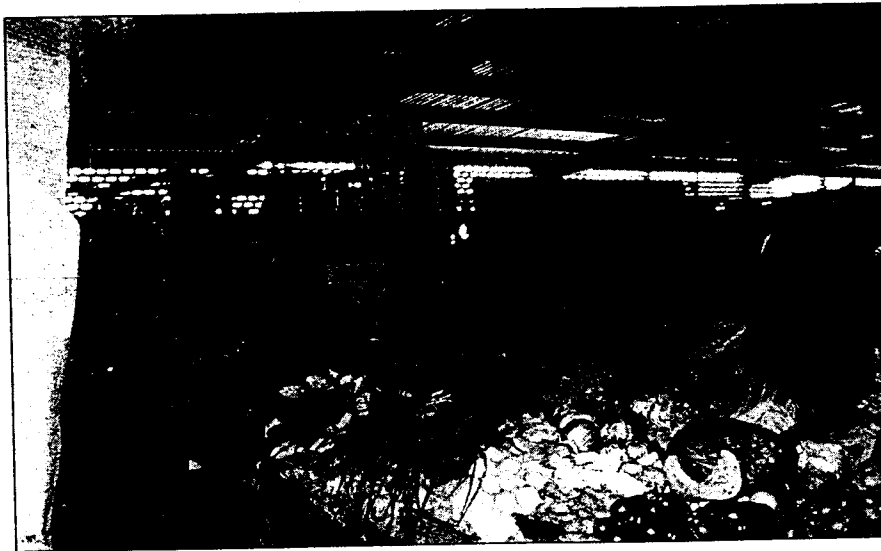


Nécessité d'une action de grande envergure

Au moment où les conflits armés font rage dans les pays pauvres, l'engagement dans des projets communs de lutte contre la pauvreté, que les couches les plus déshéritées peuvent entreprendre, est le meilleur gage de la stabilité et de l'enracinement de la culture de la paix.

Depuis toujours, le partage des ressources - à la fois à l'intérieur de chaque Etat ou entre eux - a reposé uniquement sur un jeu de rapport de forces. On se rappelle encore la prospérité du Nord, construite en partie, grâce à l'espace des pays du Sud, à leurs ressources et à leur main-d'œuvre. Dans ces mêmes pays du Sud, après l'indépendance, les pauvres n'ont guère profité de la croissance, à tel point qu'on assiste aujourd'hui aux conflits armés, à la montée des inégalités et à l'exclusion. Des études crédibles ont montré que 60% des armes vendues dans le monde se déversent dans ces pays, engendrant des dépenses sans commune mesure avec l'aide au développement, qui a baissé de 20% depuis la fin de la guerre froide. Ainsi, faire reculer la pauvreté devient le défi majeur de notre ère contemporaine et le combat pour la stabilité intérieure qui profite à tous, où mérite d'être mené par tout le monde pour réaliser des projets communs au service de la communauté.

C'est pourquoi, on constate une prise de conscience à l'échelle planétaire de la nécessité de la mobilisation contre le fléau, dont le chef d'orchestre est la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Les services de ces deux institutions se sont mis en rapport avec les autorités de la plupart des pays à faible revenu pour évaluer l'ampleur du phénomène et les mesures à prendre pour y faire face. L'assistance technique procurée a abouti à la mise en



place de Déclaration Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), qui constitue un cadre d'action permettant une libéralisation du commerce, l'augmentation de l'aide publique au développement et l'allègement de la dette de chaque pays pris isolément. Depuis le début de l'an 2000, ce processus d'élaboration des stratégies (DSRP) sert de cadre au FMI et à la BM pour aider les pays pauvres, tant par des concours financiers concessionnels au titre de l'IDA et la facilité de réduction de la pauvreté, que par allègement de leur dette au titre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PTTE). Notons que plus de 39 pays ont déjà bénéficié de ces financements pour un montant qui avoisine les deux milliards de dollars.

Mais ces efforts de la BM et du FMI ne sont qu'un volet d'une

réponse internationale de grande envergure. Les banques régionales de développement ont activement pris part à l'action consentie. Elles ont mis en place d'importants programmes parallèles d'appui et de financement aux projets soumis par les pays concernés. De même, les donateurs bilatéraux ont honoré, voire amplifié leurs engagements envers les pays endettés. La récente conférence de Davos a même, aboli purement et simplement les dettes des pays asiatiques touchés récemment par le Tsunami.

Chaque gouvernement doit réaliser les projets inscrits dans la stratégie de lutte contre la pauvreté

Cependant, même si la lutte contre la pauvreté est désormais inscrite dans un contexte mondial, cela n'entame en rien la responsabilité des pays concernés eux-mêmes. Chaque gouvernement doit s'enga-

ger résolument sur la voie de la réduction de la pauvreté, en empruntant les divers chemins qui y mènent. Il s'agit en premier lieu de favoriser une croissance, principalement axée sur les secteurs pourvoyeurs d'emploi et profitant largement aux couches déshéritées.

Historiquement, le secteur agricole, répondait à ces exigences, mais le potentiel de croissance est souvent inférieur à 3%, ce qui oblige l'ouverture de Perspective de croissance d'autres secteurs (de production ou de service). Cela passe par l'application des réformes structurelles, telles l'assainissement des finances publiques, la lutte contre la corruption, l'ouverture des marchés et la poursuite de programmes appuyés par le FRPC, avec conception macroéconomique tenant compte des nouveaux Objectifs de Développement du Millénaire

Des réalisations concrètes pour lutter contre le phénomène

La Mauritanie a adopté en janvier 2001 son premier Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) qui devient la pièce maîtresse de la politique économique et sociale du pays. Bon nombre de départements ministériels ont révisé leurs orientations et stratégies pour s'y adapter. C'est le cas de la santé, de l'éducation, du développement urbain, du développement rural et du secteur des infrastructures et transport.

A la troisième année d'exécution de ce plan, les programmes suivants ont été ciblés et exécutés par le CDHLCP1 :

En milieu rural

Les actions mises en œuvre dans ce cadre visent notamment à combler le déficit en matière d'infrastructures rurales et à améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres.

A ce titre, notons la construction ou la réhabilitation de 20 puits, la réalisation ou l'extension d'une quarantaine de réseaux d'adduction d'eau potable et la réalisation de 6 forages.

En matière d'aménagement hydro agricole, réalisation de passes en Adrar, au Tagant et en Assaba.

En milieu urbain

L'amélioration de l'habitat et des conditions d'accès à l'eau potable constituent des préoccupations majeures des populations périphériques des grandes villes. La phase 2002-2003 du programme d'habitat social " TWIZA " de réalisation des circuits de solidarité, en cours d'exécution, prévoit la construction de 800 logements au niveau des quartiers périphériques de Nouakchott ainsi que l'assainissement, la formation et l'appui aux Activités Génératrices des Revenus (AGR) au profit des bénéficiaires.

Le programme d'hydraulique urbaine a porté en 2003 sur la réalisation de puits avec équipements solaire et superstructure à F'Derick (Tiris-Zemmour).

Programme d'appui

aux activités génératrices de revenus (AGR)

Le programme AGR a bénéficié en 2003 à 12 coopératives regroupant les familles déplacées de la Kebba d'El Mina. Par ailleurs, 150 moulins à grain ont été distribués aux collectivités villageoises pauvres dans les Wilayas du Tarza, du Gorgol, du Brakna, du Guidimagha, de l'Assaba, du Tagant et des deux Hodhs. Enfin, une soixantaine de coopératives ont bénéficié de subventions ou de crédits pour développer diverses activités : commerce, maraîchage, bûcher-

Programme d'accompagnement

Un programme d'accompagnement, portant sur la formation professionnelle a été mis en place. Il a permis en 2002 la formation de 170 jeunes dans diverses disciplines (électricité, bâtiment, plomberie...).

Sur le plan de l'insertion des diplômés chômeurs, un plan d'insertion de 300 personnes dans la vie active a été exécuté, dont la majorité a été orientée vers le Projet de Promotion du Livre.

(OMD).

Enfin, pour vaincre la pauvreté, il faut instaurer les réformes préconisées de l'administration publique, qui ont comme trame l'informatisation et la modernisation de l'outil de travail, l'autonomie de gestion et le dégage- ment des ressources pour

permettre à la décentralisation de fonctionner. C'est à ce prix qu'on verra des secteurs, comme la santé, l'éducation et la lutte contre l'analphabétisme, donner les résultats escomptés, avec l'efficacité et l'efficacité requises. ■